



INSTITUTION ADOUR

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 23 avril 2025
(Convocation du 16 avril 2025)

Aujourd'hui, le 23 avril 2025 à 15h45, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	8 8
Présents <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	5 5
Pouvoirs <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

Suffrages exprimés		
Pour		
<ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	5 5	
Contre		
<ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0	
Abstention		
<ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0	

Étaient présents :

Mme Dominique Degos, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. Charles Pelanne, M. Bernard Verdier

Étaient excusés :

Mme Céline Salles, M. Thierry Carrère, M. Bernard Pouban

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Membre

Rapporteur : Paul Carrère



OBJET : Foncier - Ressource en eau - Mise à disposition de parcelles appartenant à l'Institution Adour par un commodat avec M et Mme Pons sur la commune de Labastide d'Armagnac

Exposé des motifs :

L'Institution Adour est propriétaire de parcelles acquises sur la commune de Labastide d'Armagnac dans le cadre du projet historique de réhausse du réservoir de soutien d'été de Tailluret (inscrit dans le SAGE Midouze).

L'ensemble des parcelles a été acquis dans un objectif de future compensation écologique et foncière du projet.

Madame Cassandra Pons et Monsieur Laurent Pons ont sollicité l'Institution Adour pour la mise à disposition des parcelles (y compris les hangars agricoles présents dessus) attenantes à leur propriété au lieu-dit Mahu.

Il s'agit des parcelles C161, C162, C163 et C779 dans la partie nord du chemin, pour une surface totale de 1,786ha. L'objectif est d'entretenir ces parcelles non valorisées actuellement par l'Institution Adour, par de l'écopâturage, avec maintien des plantations d'arbres présentes et mise en place d'une clôture.

Considérant l'autorisation temporaire pour une durée d'un an transmise par courrier en date du 29 novembre 2023,

Considérant le projet de contrat de prêt à usage ou commodat d'une durée de trois ans, et mettant à disposition les parcelles et bâtiments agricoles en l'état, à titre gracieux et sans compensation financière d'aucune partie,

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'approuver les termes du commodat, tel qu'annexé, et de mettre à disposition de M et Mme Pons les parcelles C161, C162, C163 et C779 dans la partie nord du chemin, pour une surface totale de 1,786ha, sur la commune de Labastide d'Armagnac,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 23 avril 2025 à Haut-Mauco,

Le Président,
Paul CARRÈRE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 25/04/2025

Reçu en préfecture le 25/04/2025

Publié le

ID : 040-254002264-20250423-250423H2223H1-DE



CONTRAT DE PRET A USAGE OU COMMODAT

Passé avec Mme Cassandre Pons et M. Laurent Pons
sur la commune de Labastide d'Armagnac



Entre les soussignés :

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert reconnu établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 970 allée Jean d'Arcet - 40280 Haut-Mauco et représentée par son président, Paul Carrère, dûment autorisé à signer le présent contrat par délibération n°2025_B_xx en date du 23 avril 2025,

désignée ci-dessous par le terme « **prêteur** »

Et :

Monsieur Laurent Pons né le 7 juin 1967 à Talence (33)
et Madame Cassandre Pons son épouse, née le 2 août 1991 à Libourne (33),
demeurant à 4483 chemin du lac - Mahu - 40240 Labastide d'Armagnac,
désignés ci-dessous par le terme « **emprunteurs** »

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

- 1/ Le prêteur laisse en prêt d'usage (pas d'indemnités ou de compensation financière entre les parties), les biens (terres et hangars en l'état en 2024) ci-après désignés :

Commune	Lieu-dit	Section	N°cadastral	Nature	Contenance (ha)
Labastide d'Armagnac	Mahu	C	161	Terres-taillis	0,3255
		C	162	Terres-taillis	0,1125
		C	163	Terres-taillis	0,0850
	Cavaré	C	779 partie nord chemin	Terres-taillis	1,2630

Soit au total : 1,786 ha

- 2/ Ce prêt à usage est gratuit conformément aux articles 1875 et suivants du code civil,

- 3/ Une visite sur site des parcelles a été réalisée.

Un état des lieux des parcelles prêtées sera dressé annuellement à partir de la première année 2025.

- 4/ Le présent contrat est conclu pour une durée de 3 ans à compter de sa date de signature.

- 5/ Le prêt ne pourra pas être reconduit tacitement.

- 6/ Les emprunteurs s'engagent à respecter les conditions suivantes du prêt sous peine de dommages et intérêts voire de résiliation immédiate du prêt à la demande du prêteur :

- les emprunteurs prendront les biens prêtés dans leur état au jour de l'entrée en jouissance, sans recours contre le prêteur pour quelque cause que ce soit (mauvais état, vices apparents ou cachés, existence de servitudes, erreur dans la désignation ou la superficie des biens prêtés, etc.),
- les emprunteurs entretiendront les biens prêtés par écopâturage, avec maintien des plantations d'arbres existantes sur les parcelles et mise en place d'une clôture pour garder les animaux,
- cette mise à disposition doit se faire dans le respect des autres bénéficiaires et utilisateurs des parcelles voisines, notamment la fédération de chasse des Landes, les pêcheurs usagers du lac de Tailluret et les agriculteurs exploitants des parcelles de l'Institution Adour (via la SAFER des Landes),





- les emprunteurs veilleront à ce qu'il ne soit commis aucun abus, dégât, dégradation ni usurpation ou empiétement quelconque, et devront prévenir le prêteur dans les délais légaux pour qu'il puisse s'en défendre (art 1768 du Code Civil),
- à l'expiration du prêt, les emprunteurs rendront les biens au prêteur sans que celui-ci ait à leur payer d'indemnités ou autres améliorations (notamment pas d'indemnités pour la remise en état par les emprunteurs des bâtiments agricoles présents sur les parcelles et mis à leur disposition), sauf accord particulier entre les parties qui ferait l'objet d'un avenant à la présente,
- l'accès aux parcelles ne pourra pas être refusée au prêteur, à aucun moment, sous réserve d'information préalable de celui-ci aux emprunteurs quant à sa venue, ou pour nécessité de service sur les parcelles propriétés de l'Institution Adour.

La mise à disposition du bien prêté est totalement gratuite, et ne donnera lieu à aucune redevance, aucune indemnité d'occupation ni autre contrepartie à verser au prêteur ou aux emprunteurs.

Dans le cas où le prêteur viendrait à aliéner les prêts prêtés, il s'oblige à imposer à l'acquéreur ou à l'ayant droit à titre gratuit, l'obligation formelle de respecter le présent prêt jusqu'à son échéance.

Fait en deux exemplaires,

A Haut-Mauco, le

Le prêteur
Paul Carrère
Président de l'Institution Adour

Les emprunteurs
Mme Cassandre Pons
Et M. Laurent Pons

